

BÉNIN

P. 02

Vers la démolition du pont ferroviaire de Porto-Novo



L'Indépendant

CHRONIQUE DE HUGUES HECTOR ZOGO

Non à la manipulation !

Prix : 1000 FCFA - 1 euro Quotidien d'informations et d'analyses-21ème année. N° 2870 du Vendredi 04 Avril 2025. Tel : 01 964 295 63 / 01 975 796 11-email:journal.independant@yahoo.fr

RÉFORME DE LA MICROFINANCE AU BÉNIN

P. 07

L'ANSSFD lance l'ère de conformité durable



MISSION DU COMITÉ DES RITES VODUN À ALABAMA

La Théologie du Vodun présentée aux États-Unis



CORRUPTION DANS L'ADMINISTRATION COMMUNALE

P. 05-6

Les SE sont-ils devenus les nouveaux maîtres de la corruption ?



LA VERITE SUR LE COÛT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU PONT DE WOMEY 2

Depuis quelques jours, un audio circule sur les réseaux sociaux sur le **coût des travaux de construction du pont de Womey 2** qui serait de l'ordre de **95 milliards** de francs CFA, plus précisément **95.044.000.000** FCFA.

En ma qualité de Ministre Conseiller aux Infrastructures et au Cadre de vie, je m'inscris en faux.

En effet, le pont de Womey 2 a coûté **15.132.348.937** FCFA toutes taxes comprises décomposé comme suit :

TOTAL TRAVAUX HORS TVA	:	12.443.196.072 FCFA
TVA (18%)	:	2.239.775.293 FCFA
PROVISION POUR LA MISSION DE CONTRÔLE	:	449.377.572 FCFA

En définitive, la TVA retournant dans la caisse de l'Etat, le **pont de Womey 2** n'aura coûté que **12.892.593.644** FCFA dont **449.377.572** FCFA pour le contrôle et la surveillance des travaux.

Je saisis cette occasion pour dire aux Responsables du Parti LES DEMOCRATES que c'est contre-productif pour eux de laisser certains parmi eux faire le relais systématique du tout venant des réseaux sociaux sauf, à assumer le statut de poubelle des ragots des réseaux sociaux.

Cotonou, le 02 Avril 2025

Le Ministre Conseiller aux Infrastructures et au Cadre de Vie.

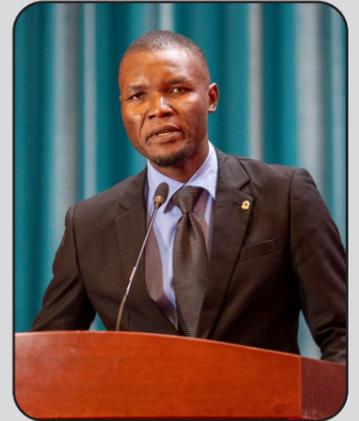


Jacques O. H. S. AYADJI

Chronique de Hugues Hector ZOGO

Non à la manipulation !

La manipulation est un phénomène omniprésent dans notre société moderne, un fléau insidieux qui s'immisce dans nos vies quotidiennes, influençant nos choix, nos pensées et nos émotions. Que ce soit à travers les médias, la politique, la publicité ou même les relations interpersonnelles, les techniques manipulatoires se déploient avec une efficacité redoutable. Ce constat nous pousse à questionner la nature même de notre libre arbitre et à dénoncer cette tendance inquiétante qui menace notre capacité à penser par nous-mêmes.



Dans un monde saturé d'informations, la manipulation prend des formes variées. Les médias, par exemple, jouent un rôle crucial dans la formation de notre opinion. Les journalistes, parfois pressés par le temps ou influencés par des intérêts extérieurs, sélectionnent les informations à diffuser selon des critères souvent opaques. Cette sélection peut mener à une vision biaisée de la réalité, où les faits sont déformés pour servir un agenda particulier. Ainsi, le spectateur, loin d'être un simple récepteur passif, devient une cible potentielle pour diverses narrations qui cherchent à le guider vers une conclusion préétablie. Ce phénomène est amplifié par les réseaux sociaux, où la viralité des contenus peut propager des idées fausses à une vitesse vertigineuse. La manipulation devient alors un outil de désinformation, sapant les fondements mêmes de notre démocratie.

utiliser des techniques manipulatoires pour influencer les comportements des autres, que ce soit par la flatterie, la culpabilisation ou le chantage émotionnel. Ces dynamiques peuvent créer des situations toxiques, où l'équilibre des pouvoirs est déformé au détriment d'une des parties. La manipulation, sous couvert de bienveillance ou d'intérêt, peut avoir des conséquences dévastatrices sur la confiance et la communication, rendant les relations insupportables.

Face à ce constat alarmant, il est impératif de revendiquer une résistance active contre la manipulation. D'abord, il est essentiel de cultiver un esprit critique. Éduquer les individus à analyser les informations, à questionner les sources et à développer une pensée indépendante est fondamental pour contrer les effets de la manipulation. Les institutions éducatives ont un rôle clé à jouer dans ce processus, en intégrant des compétences de pensée critique dans les programmes scolaires. Encourager les débats, la remise en question et l'expression d'idées diverses peut aider à créer une société plus résiliente face aux tentatives de manipulation.

Ensuite, il faut promouvoir une transparence accrue dans les médias et la politique. Les citoyens doivent exiger des comptes de la part des journalistes et des politiciens, en demandant des éclaircissements sur les informations présentées et les décisions prises. La responsabilité individuelle doit également être au cœur de nos préoccupations : chacun d'entre nous doit prendre conscience de son propre rôle dans le cycle de la manipulation, en étant vigilant quant à ses propres comportements et en évitant de devenir complice, même involontairement, de ces pratiques.

Enfin, il est crucial de favoriser une culture de la bienveillance et de l'authenticité dans les interactions humaines. En renforçant les liens basés sur la confiance et le respect mutuel, nous pouvons créer des environnements où la manipulation a moins de chances de prospérer. Promouvoir l'empathie et la compréhension dans nos relations quotidiennes peut contribuer à limiter les abus de pouvoir et à construire une société plus juste.

En cultivant notre esprit critique, en exigeant transparence et responsabilité, et en favorisant des relations authentiques, nous pouvons espérer bâtir un monde où les individus sont réellement libres de penser et d'agir selon leur propre volonté. Halte à la manipulation !

Hugues Hector ZOGO

La politique, quant à elle, n'échappe pas à cette dérive. Les discours des politiciens, soigneusement élaborés, visent souvent à séduire plutôt qu'à informer. Les promesses électorales sont parfois teintées d'une réalité embellie, un artifice destiné à capter l'attention et à rallier les foules. Les techniques de communication sont affinées au fil du temps, intégrant les découvertes en psychologie comportementale pour mieux influencer l'électorat. La peur, la culpabilité ou l'enthousiasme sont des leviers puissants, utilisés sans scrupules pour manipuler les masses. Le résultat est un électorat qui, au lieu de faire des choix éclairés, se laisse emporter par des émotions parfois contradictoires, laissant de côté la réflexion critique.

Dans le domaine de la publicité, la manipulation atteint son paroxysme. Les marques investissent des sommes considérables pour comprendre les désirs et les besoins des consommateurs, allant jusqu'à créer des besoins artificiels. Le marketing émotionnel, par exemple, cherche à établir un lien affectif entre le consommateur et le produit, transformant un simple achat en une expérience émotionnelle. Les publicités, souvent conçues pour susciter des réactions immédiates, exploitent nos failles psychologiques, nous poussant à consommer sans réfléchir. La manipulation devient alors un moteur de l'économie, où le choix semble libre mais est en réalité façonné par des stratégies bien pensées.

Les relations interpersonnelles ne sont pas en reste. Dans notre quotidien, nous pouvons aussi être victimes de manipulation, que ce soit dans le cadre familial, amical ou professionnel. Les individus peuvent

Quotidien L'INDEPENDANT

Siège social : Cococodji - 2eme rue avant le CEG Le Méridien
en quittant la Gare OCBN pour Adounko
Bureau Annexe : Villa d'Almeida, rue face à la pharmacie
Le Tamaya - Zogbo Courriel : journal.lendependant@yahoo.fr
Site web : www.reperesimpacts.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Hugues Hector ZOGO

+229 01 96 42 95 63 / zogohector@gmail.com

CONSEILLER ÉDITORIALISTE

René TALON

RÉDACTION

COLLABORATEURS EXTÉRIEURS

Méchac AHODI

Dr Fidélia ZOUNON

Dr Cynthia KPALETE

Correspondante Europe

Gloria OTCHOUN

Tél : +33758389784

RÉDACTEUR EN CHEF

Sylvain VANKPINMEDE

MONTAGE - GRAPHISME

Hermas Hermakado

ÉDITIONS

Imprimerie LIPAWOL

1200 exemplaires.

DIFFUSION

Repères Impacts - www.reperesimpacts.com

L'INDÉPENDANT

Quotidien béninois d'informations et d'analyses

Formations

- En journalisme
- En auxiliaire de presse
- En informatique
- En montage et graphisme

Siège social

À côté du CEG le Méridien

(2eme rue avant le collège)

Tél : +229 01 96 42 95 63 / 01 97 57 96 11

Rédaction

Bureau Annexe : Villa d'Almeida, rue face

à la pharmacie Le Tamaya - Zogbo

Réforme de la microfinance au Bénin

L'ANSSFD lance l'ère de conformité durable

Cotonou, le 3 avril 2025 – Le Palais des Congrès de Cotonou a été le théâtre d'une rencontre essentielle pour les acteurs du secteur de la microfinance, sous l'égide de l'Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD). Philippe Auguste Richard DAHOUI, Directeur Général de l'ANSSFD, a ouvert l'atelier en soulignant l'importance cruciale de l'adoption d'un cadre réglementaire uniforme dans l'espace de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Ce moment, soutenu par LuxDev et ADA, se veut une plateforme de réflexion et d'échanges sur les changements induits par la nouvelle loi, ainsi que sur leurs implications pour les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au Bénin.

En décembre 2023, l'UMOA a adopté une nouvelle loi uniforme régissant les institutions de microfinance (IMF) au Bénin, offrant aux IMF un délai de 12 mois pour se conformer. L'étude commanditée par ADA et réalisée par Horus Development Finance vise à évaluer le degré de conformité des IMF béninoises à cette nouvelle réglementation. À la date de l'étude, le Bénin comptait 110 IMF, dont 48 ont répondu à un questionnaire portant sur leur connaissance de la loi, leur anticipation des évolutions institutionnelles et leur préparation dans les domaines technico-organisationnels. Les résultats montrent une connaissance insuffisante de la loi, avec seulement 41 % des IMF envisageant une transformation institutionnelle, tandis que la majorité n'a pas encore mis en place des politiques de gouvernance robustes.

L'analyse révèle que le degré de préparation des IMF varie selon les domaines. La gouvernance, bien que notée 2,87 sur 5, montre un manque de politiques de prévention des conflits d'intérêts, tandis que le contrôle interne est mieux préparé (4,73 sur 5). En termes de systèmes d'information, seulement 35 % des IMF sont interfacées avec la centrale de crédit. Les défis spécifiques à chaque trajectoire institutionnelle sont également identifiés, notamment pour les associations souhaitant se transformer en sociétés anonymes, qui doivent faire face à des exigences de capital social minimum encore indéterminées.

Pour surmonter ces défis, l'étude propose d'organiser des séminaires de sensibilisation pour informer les IMF des enjeux de la loi, suivis par des cycles d'information sur des aspects techniques comme la gouvernance et la protection des clients. De plus, il est recommandé de développer des guides pratiques et des appuis ciblés pour aider les IMF à engager des pro-

cessus de transformation institutionnelle. Ce soutien doit être orchestré au niveau national, en tenant compte des risques potentiels pour l'inclusion financière, afin de garantir une transition efficace vers la conformité et de maintenir un environnement de microfinance viable au Bénin.

Lors de cet atelier tenu ce jeudi 03 avril 2025 au Palais des Congrès de Cotonou, le Directeur Général Philippe Auguste Richard DAHOUI a rappelé que la Loi 2012-14, en vigueur depuis plus d'une décennie, a permis de structurer le secteur de la microfinance au Bénin. Cette législation a favorisé des avancées significatives, notamment en matière d'octroi de crédits et d'augmentation du nombre de bénéficiaires, avec une attention particulière portée aux femmes. Cette dynamique s'inscrit dans un processus d'inclusion financière, permettant ainsi d'accroître l'accès et l'utilisation des services financiers par les populations traditionnellement exclues du système bancaire classique.

Cependant, Philippe Auguste Richard DAHOUI a également souligné les insuffisances observées dans l'application de la Loi 2012-14. Ces limites ont motivé l'élaboration d'une nouvelle loi uniforme, adoptée le 21 décembre 2023, visant à renforcer la régulation et à garantir la pérennité du secteur. Cette nouvelle législation est en cours d'examen à l'Assemblée nationale et constitue un tournant décisif pour le paysage de la microfinance au Bénin, nécessaire pour répondre aux exigences contemporaines de régulation et de sécurité financière.

Les échanges qui ont suivi la présentation de Philippe Auguste Richard DAHOUI ont permis aux dirigeants des SFD de partager leurs expériences et d'identifier les défis à surmonter pour une meilleure mise en œuvre de cette nouvelle loi. Les participants, experts en microfinance, ont abordé des sujets variés tels que la gestion des risques, l'innovation financière et les outils numériques, qui constituent des leviers clés pour la transformation du secteur.

Les discussions ont également mis en lumière l'importance de la coopération entre les différents acteurs du secteur, notamment les institutions financières, les autorités de régulation et les organisations de la société civile, afin de bâtir un écosystème solide et résilient. Philippe Auguste Richard DAHOUI a encouragé tous les participants à s'engager activement dans ce processus de transformation, en mettant en avant l'importance de la formation et du renforcement des capacités des acteurs de la microfinance.

Cet atelier a été une occasion précieuse pour renforcer la conformité



des institutions de microfinance et pour anticiper les changements à venir avec la mise en œuvre de la nouvelle loi uniforme. Sous la houlette de Philippe Auguste Richard DAHOUI, le secteur de la microfinance au Bénin se prépare ainsi à entrer dans une nouvelle ère, caractérisée par une régulation accrue et une amélioration continue des services offerts aux populations les plus vulnérables. Cette initiative s'inscrit pleinement dans les efforts collectifs pour construire un avenir financier plus inclusif et durable au Bénin et dans la région UEMOA.

Nouvelle loi uniforme de microfinance : un tournant pour le secteur

Le présent atelier constitue une réponse stratégique aux défis contemporains auxquels fait face le secteur de la microfinance, en promouvant une conformité accrue et une meilleure gouvernance. La nouvelle loi, riche de ses 10 titres, 26 chapitres et 173 articles, s'inscrit dans une démarche de structuration rigoureuse du secteur. Philippe A. R. DAHOUI a présenté les grandes lignes de ce texte législatif, qui établit un cadre juridique clair pour l'octroi d'agrèments, l'organisation des institutions et les conditions d'exercice des activités de microfinance. Ces dispositions visent à renforcer la transparence et la responsabilité au sein des SFD, deux éléments cruciaux pour la pérennité et la crédibilité du secteur.

L'atelier a permis aux participants de se familiariser avec les enjeux et implications de cette nouvelle réglementation. Philippe A. R. DAHOUI a souligné que chaque institution dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date de promulgation, pour se conformer aux exigences de la loi. Cette période de transition est essentielle pour permettre aux SFD de revoir leurs pratiques et de mettre en place des dispositifs de contrôle interne adaptés aux nouvelles normes, garantissant ainsi la protection des

clients et la viabilité des opérations.

Un point marquant de l'atelier a été la présentation de l'étude de référence réalisée par l'ANSSFD, avec le soutien technique de la Coopération Luxembourgeoise au Bénin et d'ADA. Les résultats de cette étude, qui évaluent l'état de préparation du secteur à la mise en œuvre de la nouvelle loi, ont suscité un grand intérêt. Philippe A. R. DAHOUI a encouragé les dirigeants à tirer parti des recommandations formulées dans cette étude pour optimiser leurs stratégies de conformité et d'innovation.

L'atelier a également évoqué les travaux en cours concernant les guides pratiques et méthodologiques, ainsi que la cartographie des risques du secteur. Ces outils constitueront des ressources précieuses pour les SFD, leur permettant d'anticiper et de gérer les défis liés à l'application de la nouvelle réglementation. Philippe A. R. DAHOUI a insisté sur l'importance d'une approche proactive, soulignant que la transformation du secteur de la microfinance nécessite une volonté collective d'adopter des pratiques durables et inclusives.

Un atelier décisif pour les Institutions de Microfinance (IMF)

L'adoption récente, le 21 décembre 2023, par le Conseil des Ministres de l'UMOA, d'un projet de loi uniforme sur la réglementation de la microfinance, constitue un tournant décisif pour les IMF. Au cours de cet atelier, Aboubakari ABOUDOU a souligné que plusieurs États, tels que le Burkina Faso, le Sénégal et le Niger, ont déjà pris une avance significative dans la mise en œuvre des dispositions transitoires de cette loi. En revanche, les IMF béninoises doivent désormais se conformer à des exigences qui pourraient entraîner des transformations profondes, voire la restructuration de certaines institutions, mettant en lumière une nécessité impérative d'adaptation.

Les travaux de cet atelier ont permis d'évaluer le degré de conformité actuel des IMF au Bénin. Aboubakari ABOUDOU a présenté une étude révélant des écarts préoccupants et a pro-posé des recommandations stratégiques pour faciliter la mise en conformité des institutions. La nécessité d'une transformation réglementaire et opérationnelle des IMF a été mise en exergue, tout comme l'importance de préserver l'inclusion financière dans un contexte où certaines institutions pourraient disparaître si des mesures adéquates ne sont pas prises rapidement.

Dans sa présentation, Aboubakari ABOUDOU a insisté sur l'urgence

de définir une stratégie nationale d'accompagnement pour les IMF du secteur au Bénin. Une telle stratégie devrait inclure une analyse fine des risques associés à un éventuel recul de l'inclusion financière, afin de garantir que les changements réglementaires ne nuisent pas aux populations les plus vulnérables, qui dépendent des services offerts par ces institutions.

Les discussions ont également abordé la nécessité de clarifier les rôles de chaque organe impliqué dans le processus de mise en conformité. Aboubakari ABOUDOU a plaidé pour une "in-génierie d'animation" efficace, capable de mobiliser les ressources nécessaires et d'optimiser les efforts

de tous les acteurs concernés. Ce cadre collaboratif est essentiel pour assurer une transition harmonieuse vers la nouvelle réglementation tout en préservant la mission sociale de la microfinance.

Enfin, cet atelier s'est révélé être une plateforme d'échange enrichissante, permettant aux dirigeants des IMF de partager leurs expériences et leurs défis. La participation active et l'engagement des acteurs du secteur témoignent d'une réelle volonté de transformation. Avec des experts comme Aboubakari ABOUDOU à la barre de ces discussions cruciales, le Bénin semble prêt à relever les défis posés par la nouvelle réglementation et à se projeter vers un avenir plus in-

clusif et durable en matière de microfinance.

La rencontre de ce jeudi 03 avril 2025 au Palais des Congrès de Cotonou marque une étape significative dans l'évolution du secteur de la microfinance au Bénin. Sous la houlette de Philippe Auguste Richard DAHOUI, Directeur Général de l'ANSSFD et des partenaires tels que LuxDev et ADA, les institutions de microfinance sont désormais mieux armées pour naviguer dans un environnement réglementaire en pleine mutation, tout en préservant leur rôle vital dans l'inclusion financière.

Hugues Hector ZOGO



Corruption dans l'administration communale

Les SE sont-ils devenus les nouveaux maîtres de la corruption ?



Pour faire face à ce fléau, il est impératif que les autorités mettent en place des réformes structurelles. Cela inclut l'instauration de mécanismes de contrôle et de suivi rigoureux des dépenses publiques, ainsi que la promotion de la transparence dans la gestion des marchés publics. La participation citoyenne doit également être renforcée, permettant aux habitants de s'impliquer dans la gestion de leur commune et de dénoncer les abus. La lutte contre la corruption ne peut être efficace que si elle est collective, impliquant à la fois les institutions, la société civile et les citoyens eux-mêmes.

La corruption dans l'administration communale est un problème récurrent qui mine la confiance des citoyens envers leurs institutions. Alors que la réforme sur la décentralisation avait pour objectif de renforcer la transparence et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques, force est de constater que les résultats sont loin d'être à la hauteur des attentes. Les Secrétaires Exécutifs, censés être les garants de cette réforme, se transforment souvent en véritables bourreaux des caisses publiques. Leur pouvoir, couplé à un manque de contrôle et de responsabilité, ouvre la voie à des abus qui nuisent gravement à la bonne gestion des ressources communales.

Les récents événements à Porto-Novo illustrent parfaitement cette dérive. La décision de suspendre deux cadres impliqués dans la chaîne de passation des marchés publics pour une durée de dix

ans met en lumière l'ampleur de la délinquance économique au sein des administrations locales. Ces suspensions, bien que nécessaires, ne suffisent pas à elles seules à redresser la situation. La corruption est un système bien ancré qui nécessite une approche globale et déterminée pour être véritablement éradiqué. Les citoyens sont en droit d'attendre des mesures plus sévères et des sanctions pénales qui dissuaderont les comportements malhonnêtes.

La situation à Porto-Novo n'est pas un cas isolé. De nombreux scandales éclatent régulièrement dans différentes communes, révélant un schéma récurrent de collusion entre les responsables administratifs et les entrepreneurs. Les marchés publics, censés être des leviers de développement local, deviennent ainsi des instruments de prédation. Les fonds publics, destinés à améliorer les infrastruc-

tures et les services pour les citoyens, sont détournés au profit d'une élite corrompue. L'absence de mécanismes de contrôle efficaces, combinée à une culture de l'impunité, crée un terreau fertile pour la corruption.

Les conséquences de cette corruption sont désastreuses. Outre le détournement de fonds, elle engendre une dégradation des services publics et une perte de confiance des citoyens envers leurs institutions. Les communes, censées être des espaces de proximité et de développement, se transforment en zones de conflit où les intérêts personnels priment sur le bien commun. Les citoyens, frustrés et désabusés, se détournent de la politique, ce qui aggrave encore la situation. Il est crucial de rétablir un lien de confiance entre les citoyens et leurs élus, et cela passe par une réelle volonté politique de lutter contre la corruption.

La corruption dans l'administration communale, comme en témoigne la situation à Porto-Novo, nécessite une réponse forte et déterminée. Les Secrétaires Exécutifs ne doivent plus être perçus comme des acteurs de la délinquance économique, mais comme des agents de changement au service de la collectivité. La réforme sur la décentralisation, si elle est mise en œuvre correctement, peut être un puissant outil pour restaurer la confiance dans les institutions. Cependant, cela nécessite une volonté politique affirmée et un engagement sincère à lutter contre la corruption, afin de garantir un avenir meilleur pour tous les citoyens.

Hugues Hector ZOGO

Mission du Comité des rites Vodun à Alabama

La Théologie du Vodun présentée aux États-Unis.



Le Comité des rites Vodun du Bénin avec les professeurs Dodji Amouzouvi et Kakpo Thomas Mahougnon, a récemment effectué une mission diplomatique et académique aux États-Unis pour présenter la théologie du Vodun. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de mieux faire connaître et comprendre cette pratique religieuse millénaire, issue du Bénin et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La délégation a été reçue

dans diverses universités et institutions culturelles américaines où elle a tenu plusieurs conférences. L'objectif principal de cette tournée était de déconstruire les stéréotypes et idées fausses autour du Vodun, souvent mal interprété en Occident. Les professeurs Amouzouvi et Mahougnon, figures emblématiques de la théologie du Vodun, ont ainsi expliqué les fondements de cette croyance spirituelle, qui repose sur un rapport intime entre les hommes, la nature et les forces divines.

La théologie du Vodun, souvent réduite à des pratiques de sorcellerie dans certains discours médiatiques, a été présentée sous un angle plus profond, soulignant ses valeurs humanistes, son respect des ancêtres et l'harmonie avec l'univers. Les membres de la délégation ont détaillé la richesse des rituels, des symboles et des divinités du Vodun, en mettant en lumière son rôle central dans la vie communautaire au Bénin.

Cette présentation visait également à renforcer la coopération interculturelle et à encourager un dialogue plus respectueux entre les traditions religieuses africaines et les croyances modernes. Le succès de cette tournée marque un tournant dans la reconnaissance et la valorisation du Vodun à l'échelle internationale.

Bénin

Vers la démolition du pont ferroviaire de Porto-Novo (l'appel du maire)



CE DU BENIN

Le Maire de Porto-Novo, Charlemagne Yankoty, a annoncé dans un communiqué du 2 avril 2025 que la démolition du tablier de l'ancien pont ferroviaire aura lieu « dans les semaines à venir ». Cette opération s'inscrit dans le projet de dédoublement de la route Sèmè-Podji – Porto-Novo sur 110 km et la construction d'un nouveau pont sur la lagune.

Face aux risques liés aux travaux, la mairie informe que « la circulation sous l'ancien pont ferroviaire sera limitée et encadrée » afin de prévenir tout danger lié à d'éventuelles chutes d'objets. Des itinéraires de déviation seront instaurés et devront être scrupuleusement respectés.

Appel à la vigilance et à la patience. Conscient des désagréments que ces mesures pourraient occasionner, le Maire invite la population à rester patiente et vigilante. Il exhorte les usagers à « bien vouloir respecter les déviations durant la période desdits travaux », rappelant que ces restrictions sont essentielles pour garantir la sécurité de tous.

Enfin, il souligne que ce chantier vise à fluidifier la circulation et à renforcer les infrastructures de la ville. « Je compte sur la collaboration de chacun et de tous », conclut-il, appelant à une mobilisation collective pour la réussite du projet.

JIF 2025 à Ouidah

Forte mobilisation des femmes UPR autour des idéaux du parti



Le 29 mars 2025, la ville de Ouidah a vibré au rythme d'une célébration mémorable à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme (JIF). Dans un cadre empreint de solennité et d'espoir, la section UP le Renouveau a honoré avec ferveur les femmes militantes de son parti, mettant en lumière leur rôle crucial dans le paysage politique. Cette rencontre a été bien plus qu'une simple célébration ; elle a constitué un véritable appel à l'engagement et à la mobilisation des femmes, un hommage vibrant à leur force et à leur détermination.

La cérémonie s'est déroulée dans les locaux du CCRI John Smith, où une forte mobilisation de femmes issues des dix arrondissements de la commune a été constatée. Sabine Fourn, présidente du Comité d'organisation, a joué un rôle central lors de la célébration de la Journée Internationale de la Femme à Ouidah. Son discours inspirant a souligné l'importance cruciale des femmes dans la société et leur potentiel à façonner l'avenir. Elle a affirmé avec conviction : « Nous ne nous contentons pas de célébrer. Nous posons les

bases d'un avenir où les femmes joueront un rôle central ». Ses mots ont résonné comme un appel à l'engagement, incitant les femmes présentes à s'impliquer activement dans la sphère politique. Grâce à sa détermination et à sa vision, Sabine Fourn a non seulement galvanisé l'assemblée, mais a également renforcé la conviction collective que l'autonomisation des femmes est essentielle pour un avenir meilleur.

Le député Didier Maixent Djeigo a également pris la parole, soulignant le rôle essentiel que joue l'Union Progressiste le Renouveau, en partenariat avec le président Patrice Talon, pour faire avancer les droits des femmes. Dans une allocution passionnée, il a déclaré : « Notre parti est déterminé à favoriser leur ascension. Le thème en jeu nous rappelle que le droit appelle à un devoir et à un engagement, que l'égalité exige du travail et que l'autonomisation repose sur la capacité à saisir les opportunités ». Ses mots résonnaient comme un appel à l'unité et à la solidarité parmi les femmes de Ouidah.

Christian Houéchéno, le maire de Ouidah, a également pris le temps de saluer cette forte mobilisation, la considérant comme un symbole de l'attachement du parti aux droits des femmes. « Mal-gré quelques poches de résistance, l'hégémonie de l'UP le Renouveau est assurée. Par ce rassemblement, les femmes ont décidé de prendre les choses en main. Nous comptons sur elles pour amener l'UP le Renouveau à la victoire lors des prochaines joutes électorales », a-t-il affirmé, laissant transparaître sa fierté face à ce mouvement collectif.

Cet événement ne s'est pas limité à la célébration, mais a également pris la forme d'une journée de réflexion, visant à sensibiliser les femmes militantes sur leur représentativité dans les instances décisionnelles. Des communications éclairantes ont été présentées, of-frant aux participantes des clés pour mieux comprendre leur engagement politique. Au cœur de cette dynamique, Guirlene Codo a animé une intervention captivante sur le thème "Pour toutes les femmes et filles, droits, égalité, et autonomisation". Elle a plaidé pour un avenir où l'égalité serait la norme, en appelant à démanteler le patriarcat et à lutter contre les violences faites aux femmes.

Les voix des femmes présentes à Ouidah ce jour-là se sont élevées, portées par un sentiment d'appartenance et de solidarité. Parmi celles qui ont contribué à la réussite de cet événement, on peut citer Sabine Fourn, Mirleine Aïzansi, Codo Guirlene, Evelyne Quenum, Adjakidjè Charlotte, Rose Cossahinto, Imelda d'Almeida, Charlotte Anago, Yvonne Babadankpodji, Tatiana d'Oliveira, Théodora Li-hounhinto, Edith Sagbo et Régina Adjovi. Chacune d'elles a joué un rôle déterminant dans l'organisation et

la réussite de cette fête dédiée aux femmes progressistes de Ouidah. Les discours de cette journée ont résonné comme un puissant rappel de l'importance de l'engagement politique des femmes. Les intervenantes ont encouragé les participantes à s'impliquer davantage dans les affaires publiques et à revendiquer leurs droits. La célébration a également permis de tisser des liens entre les femmes de différents horizons, renforçant ainsi la cohésion au sein du mouvement. Les échanges, les rires et les larmes partagées ont créé une atmosphère d'empathie et de soutien mutuel. Les participantes ont quitté le CCRI John Smith non seulement avec un sentiment d'accomplissement, mais également avec la conviction que leur voix compte et que leur engagement peut changer les choses.

Cette journée a été un moment de prise de conscience collective, un instant où chaque femme a pu mesurer l'impact de son engagement et l'importance de sa voix dans le processus politique. La célébration de la Journée Internationale de la Femme à Ouidah a constitué un véritable tournant, une étape vers une prise de conscience accrue des droits des femmes et de leur place dans la société. Sabine Fourn se réjouit de ce défi relevé : « Les militantes de l'UP le Renouveau ont démontré, par leur mobilisation et leur engagement, qu'elles sont prêtes à prendre leur destin en main. Elles ont fait preuve d'une détermination sans faille, et leur unité a été une source d'inspiration pour toutes celles qui aspirent à un monde plus juste et équitable. L'avenir s'annonce prometteur, et les femmes de Ouidah sont prêtes à écrire leur histoire. Je suis fière d'avoir relevé ce défi avec mes camarades, mes sœurs du parti ».

Hugues Hector ZOGO



Après la cité nouvelle de Ouèdo

Soglo visite le CHIC



Après la visite de la cité nouvelle de Ouèdo au cours de la semaine écoulée, l'ancien président béninois Nicéphore Dieudonné Soglo s'est rendu ce lundi 31 mars au Centre Hospitalier International de Calavi (CHIC). L'infrastructure hospitalière est par son architecture moderne et ses équipements à la pointe de la technologie, selon le gouvernement. Il est le plus grand hôpital du Bénin et parmi les plus grands et les mieux équipés de la sous-région. On y compte 436 lits répartis dans 18 spécialités qui sont à leur tour regroupées en huit (08) pôles. Il s'agit d'une des réalisations phares du gouvernement Talon dans le secteur de la Santé. L'ancien leader de la Renaissance du Bénin a visiblement décidé de faire le tour des réalisations de Patrice Talon. Avant de visiter la cité nouvelle de Ouèdo, il s'était déjà rendu à la Zone Industrielle de Glo-Djigbé. Accompagné des responsables de la Société immobilière et d'aménagement urbain (SI MAU), Nicéphore Soglo a découvert les infrastructures majeures du programme des 20 000 logements sociaux et économiques. Il a inspecté les villas, les appartements, le château d'eau ainsi que la centrale électrique autonome sous une pluie battante. « On a vu des bâtiments, on a vu des villas, c'est magnifique. Je suis littéralement impressionné », a-t-il déclaré.

TARIFS D'ABONNEMENT

Abonnement spécial

Réserver aux populations de Cocotomey, Gbodjè, Djèkpota, Hevié, Pahou, et environs

Période	Particulier	Société et entreprise	Reste
1 Mois	Forfait 5.000f	15.000 f	10.000 f

NB: Le journal vous est livré à domicile à chaque parution**Abonnement Ordinaire**

DUREE NATION	1 Mois	3 Mois	6 Mois	12 Mois
Autre localité du Bénin	9.000 f	24.000 f	48.000 f	95.000 f
Espace CEDEAO	15.000 f	45.000 f	90.000 f	180.000 f
Afrique	20.000 f	60.000 f	120.000 f	240.000 f
Europe-Amérique-Asie-Océanie	35.000 f	105.000 f	210.000 f	420.000 f
So....	110.000 f	110.000 f	110.000 f	110.000 f
Bienfaiteur				

II - PUBLI - REPORTAGES

	UNE PARUTION	PLUS D'UNE PARUTION
Emplois (demande ou offres)	600 F la ligne	500 F la ligne
Immobilier-mobilier- (maison, parcelles, magasins, boutiques, véhicules etc)	900 F la ligne	800 F la ligne
Annonces diverses (Baptême, mariage, anniversaire, célébration, de mérite)	1.200 F la ligne	1.000 F la ligne
Annonce de décès	800 F la ligne + 50 % du tarif avec photo	800 F la ligne + 40 % du tarif avec photo

**III - PUBLI - REDACTION
A - TEXTE PROPOSE PAR L'ANNONCEUR**

COULEUR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	200.000 F	150.000 F	100.000 F
1/2	140.000 F	100.000 F	60.000 F
1/4	80.000 F	70.000 F	40.000 F
1/8	40.000 F	25.000 F	15.000 F
1/16	20.000 F	15.000 F	5.000 F

BLANC NOIR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	200.000 F	150.000 F	100.000 F
1/2	150.000 F	120.000 F	55.000 F
1/4	100.000 F	80.000 F	33.000 F

B - TEXTE REDIGER PAR LA RÉDACTION

COULEUR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	250.000 F	200.000 F	150.000 F
1/2	150.000 F	110.000 F	75.000 F
1/4	110.000 F	75.000 F	30.000 F

BLANC NOIR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	200.000 F	150.000 F	100.000 F
1/2	150.000 F	120.000 F	55.000 F
1/4	100.000 F	80.000 F	33.000 F

IV - INSERTION

COULEUR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	200.000 F	150.000 F	100.000 F
1/2	120.000 F	90.000 F	75.000 F
1/4	95.000 F	60.000 F	50.000 F
1/8	60.000 F	45.000 F	30.000 F
1/16	45.000 F	30.000 F	20.000 F

BLANC NOIR			
NOMBRE DE PARUTION	1 à 10 fois	11 à 40 fois	Plus de 40 fois
ESPACE			
1 Page	200.000 F	150.000 F	100.000 F
1/2	120.000 F	90.000 F	75.000 F
1/4	95.000 F	60.000 F	50.000 F
1/8	60.000 F	45.000 F	30.000 F

L'Indépendant

L'Indépendant, défendre la liberté dans la Diversité



Ecole Supérieure d'Administration, d'Economie, de Journalisme et des Métiers de l'audiovisuel

ESAE GBEDJROMEDE

Tél. 90 93 65 21

98 98 14 00

ESAE AKPAKPA

Tél. 52 88 33 33

ESAE ABOMEY-CALAVI

Tél. 52 88 44 44

ESAE PARAKOU

Tél. 52 46 12 12

ANNÉE SCOLAIRE 2023-2024

L'EXCELLENCE A UN NOM !

Faites maintenant le choix d'une formation de qualité à des conditions avantageuses.

Guide d'inscription disponible en téléchargement sur notre site internet : www.esae.bj

ESAE AKPAKPA

cycle Master
(Master 1, Master 2)

INSCRIPTION 70.000 FCFA



DOMAINES & FILIÈRES OUVERTES	Scolarité
ADMINISTRATION GÉNÉRALE (AG) <ul style="list-style-type: none"> Administration Générale et Territoriale Administration du Travail et de la Sécurité sociale Diplomatie et Relations Internationales 	800.000 FCFA 4.200.000 FCFA (N.B : Pour les 100 premières inscriptions.)
ADMINISTRATION DES FINANCES (AF) <ul style="list-style-type: none"> Administration des Finances et du Trésor Administration des Impôts Administration Hospitalière Universitaire et Intendance Gestion des Marchés Publics Gestion Financière des Collectivités Locales Planification et Développement Local 	800.000 FCFA 4.200.000 FCFA (N.B : Pour les 100 premières inscriptions.)
JOURNALISME & MÉTIERS DE L'AUDIOVISUEL (JO) <ul style="list-style-type: none"> Journalisme Métiers de l'Audiovisuel 	800.000 FCFA 4.200.000 FCFA (N.B : Pour les 100 premières inscriptions.)
ADMINISTRATION DES AFFAIRES (AA) <ul style="list-style-type: none"> Audit et Contrôle de Gestion Banque - Finances et Assurances Communication et Stratégie Marketing Gestion des Ressources Humaines Gestion des Transports et Logistique Gestion des Projets 	800.000 FCFA 4.200.000 FCFA (N.B : Pour les 100 premières inscriptions.)

ESAE AKPAKPA | Akpakpa LDMNAVA, Rue ancienne Ambassade de Cuba